

 <https://www.lemonde.fr/education/article/2022/07/05/reforme-du-lycee-le-rafistolage-tres-p...>

 Martin Andler

 9 min read

Réforme du lycée : « Le rafistolage très partiel, limité aux mathématiques, n'est pas à la hauteur des enjeux »

- [Éducation](#)
- [Les débats sur l'éducation](#)

La réforme du lycée a permis à des élèves d'éviter presque complètement les sciences en 1re et de les négliger dès la 2de, déplore, dans une tribune au « Monde, Martin Andler, professeur émérite de mathématiques, qui juge insuffisante la réintroduction à la rentrée prochaine d'un enseignement d'une heure trente de maths dans le tronc commun.

Publié aujourd'hui à 06h00 Temps de Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Cette tribune paraît dans *Le Monde de l'éducation*. Si vous êtes abonné au *Monde*, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire [en suivant ce lien](#).

Le recul du nombre d'élèves du lycée général faisant des mathématiques, affectant en particulier les filles, et qui s'ajoute aux résultats médiocres des jeunes Français dans les évaluations internationales, a entraîné une prise de conscience bienvenue dans l'opinion et chez les responsables économiques et politiques. Car, oui, le niveau de mathématiques de nos jeunes, tant le niveau moyen que le niveau de ceux qui vont suivre des études scientifiques, est inquiétant et menace notre avenir commun.

Mais le « lycée Blanquer » a d'autres défauts auxquels il faudrait remédier et c'est simplement un rafistolage très partiel, limité aux mathématiques, et pas à la hauteur des enjeux, qui est en discussion actuellement.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [« Nous, polytechniciennes, nous nous unissons pour promouvoir les mathématiques auprès des jeunes filles »](#)

Il ne s'agit pas de prôner le retour aux anciennes séries S, ES et L [*scientifique, économique et sociale, et littéraire*], qui avaient de nombreux défauts. J'avais participé, en 2016, à l'élaboration d'[un rapport de Terra Nova](#) [*un think tank social-démocrate*] proposant leur remplacement par un choix de spécialités à la carte, et je pense que ça demeure la meilleure solution. Mais les choix qui ont été faits, il y a quatre ans, associés à une mise en place précipitée, posent des problèmes sérieux. J'en distingue principalement quatre.

Déséquilibre entre sciences et lettres

Premièrement, le déséquilibre entre sciences et lettres. En 1^{re} comme en terminale, un élève donnant la priorité aux lettres et aux sciences humaines suit, outre les deux heures d'EPS [*éducation physique et sportive*], vingt-quatre heures d'enseignement en lettres et sciences humaines, et deux heures d'enseignement scientifique, alors qu'un élève tourné vers les sciences suit, outre l'EPS, quatorze heures d'enseignement scientifique, et douze heures de lettres et sciences humaines.

Cette possibilité d'éviter presque complètement les sciences en 1^{re} permet à des élèves de les négliger dès la 2^{de} ! Croit-on un instant que l'on forme ainsi des citoyens armés pour la société de demain ? Avoir pour tous les élèves au minimum de 25 % à 30 % de sciences et de 25 % à 30 % de lettres serait une solution plus équilibrée. L'introduction d'un enseignement obligatoire d'une heure trente de mathématiques dans le tronc commun ne répond pas du tout à cette exigence.

Lire aussi la tribune : Article réservé à nos abonnés [« En mathématiques, les enseignants disposent de moins de temps pour transmettre un programme plus important »](#)

Deuxièmement, la confusion entre matière obligatoire et matière de tronc commun. Pour les matières de tronc commun, on enseigne à tous les élèves de la même manière, avec les mêmes programmes et les mêmes niveaux d'approfondissement. L'échec de la spécialité actuelle de mathématiques, trop difficile – et inutilement –, pour beaucoup d'élèves en est un exemple patent. Il faudrait que tous les élèves suivent des enseignements de mathématiques, d'informatique et de sciences expérimentales, mais

pas les mêmes pour tous. Cette différenciation devrait être envisagée pour toutes les matières, en langues notamment.

Liberté et réversibilité des choix

Troisièmement, la liberté de choix. Elle a de gros avantages auxquels il ne faut pas renoncer, mais présente des risques. Les plus graves sont le risque de creuser les différences sociales et de genre – pour ces dernières, spécifiquement dans les domaines scientifiques –, et c'est exactement ce qui s'est produit depuis la mise en place du nouveau système. Les élèves ne choisissant pas les matières scientifiques se ferment des portes sans en avoir conscience, et beaucoup de parents ne peuvent pas les aider. Il n'y a pas de solution miracle, mais la mise en place de mécanismes incitatifs forts au niveau des établissements, récompensant ceux qui améliorent l'accès des boursiers et des filles aux disciplines scientifiques, devrait être sérieusement envisagée.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [« Nous, polytechniciennes, nous nous unissons pour promouvoir les mathématiques auprès des jeunes filles »](#)

Enfin, la réversibilité des choix. Le système avec deux spécialités en terminale a l'avantage de permettre un bien meilleur approfondissement dans ces deux domaines. Mais il a l'inconvénient évident que des élèves peuvent avoir des lacunes dans certaines matières pourtant nécessaires pour la poursuite de leurs études. La mauvaise solution serait de revenir à trois spécialités, alimentant ainsi l'éparpillement de l'attention des élèves aux dépens d'un véritable approfondissement. Mais il est indispensable que l'enseignement supérieur s'adapte à la nouvelle réalité, en organisant les enseignements aux étudiants de première année, de sorte de leur permettre une mise à niveau là où ils n'ont pas eu de cours au lycée, et en prenant appui sur l'approfondissement qu'ils ont eu dans leurs spécialités.

Il y a bien d'autres évolutions ou réformes à conduire, notamment sur le rôle du baccalauréat. Et s'il y a une urgence particulière concernant les mathématiques, sa solution passe par une vision globale. Une erreur serait la précipitation : donnons-nous le temps de la concertation, et surtout le temps de la préparation de la mise en place d'une organisation radicalement nouvelle, en particulier la formation indispensable des enseignants et des personnels de direction. La réforme du système éducatif se fait sur les temps longs.